

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 30 ΜΑΐΟΥ 1984 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 78

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1444

Κύρωση των Ευρωπαϊκών Συμβάσεων α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος οι Ευρωπαϊκές Συμβάσεις α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων», οι οποίες καταρτίσθηκαν από το Συμβούλιο της Ευρώπης και υπογράφτηκαν από την Ελλάδα στο Στρασβούργο στις 10 Μαρτίου 1976 και στις 10 Μαΐου 1979, αντίστοιχα, και των οποίων τα κείμενα, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφρασή τους στην ελληνική, έχουν ως εξής:

COUNCIL OF EUROPE
European Treaty Series
No. 87

CONSEIL DE L'EUROPE
Série des Traités européenes
No. 87

EUROPEAN CONVENTION FOR THE PROTECTION OF ANIMALS KEPT FOR FARMING PURPOSES

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX DANS LES ELEVAGES

STRASBOURG, 10.III.1976

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des dispositions communes pour protéger les animaux dans les élevages, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Principes généraux

Article 1

La présente Convention s'applique à l'alimentation, aux soins et au logement des animaux, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif. Au sens de la présente Convention, on entend par « animaux » ceux qui sont élevés ou gardés pour la production de denrées alimentaires, de laine, de peaux, de fourrures ou à d'autres fins agricoles et par « systèmes modernes d'élevage intensif » ceux qui utilisent surtout des installations techniques exploitées principalement à l'aide de dispositifs automatiques.

Article 2

Chaque Partie Contractante donne effet aux principes de protection des animaux fixés dans la présente Convention aux articles 3 à 7

Article 3

Tout animal doit bénéficier d'un logement, d'une alimentation et des soins qui — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — sont appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 4

1. La liberté de mouvement propre à l'animal, compte tenu de son espèce et conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques, ne doit pas être entravée de manière à lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

2. Lorsqu'un animal est continuellement ou habituellement attaché, enchaîné ou maintenu, il doit lui être laissé un espace approprié à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 5

L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la circulation d'air, l'aération du logement de l'animal et les autres conditions ambiantes telles que la concentration des gaz ou l'intensité du bruit, doivent — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — être appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 6

Aucun animal ne doit être alimenté de telle sorte qu'il en résulte des souffrances ou des dommages inutiles et son alimentation ne doit pas contenir de substances qui puissent lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

Article 7

1. La condition et l'état de santé de l'animal doivent faire l'objet d'une inspection approfondie à des intervalles suffisants pour éviter des souffrances inutiles, soit au moins une fois par jour dans le cas d'animaux gardés dans des systèmes modernes d'élevage intensif.

2. Les installations techniques dans les systèmes modernes d'élevage intensif doivent faire l'objet, au moins une fois par jour, d'une inspection approfondie et tout défaut constaté doit être éliminé dans les délais les plus courts. Lorsqu'un défaut ne peut être éliminé sur le champ, toutes les mesures temporaires nécessaires pour préserver le bien-être des animaux doivent être prises immédiatement.

TITRE II

Dispositions détaillées pour la mise en œuvre

Article 8

1. Il est constitué, dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité Permanent.

2. Toute Partie Contractante a le droit de désigner un représentant au Comité Permanent. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie Contractante à la Convention a le droit de se faire représenter au Comité par un observateur.

3. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoque le Comité Permanent chaque fois qu'il l'estime nécessaire et, en tout cas, si la majorité des représentants des Parties Contractantes ou le représentant de la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, en formulent la demande.

4. La majorité des représentants des Parties Contractantes constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité Permanent.

5. Le Comité Permanent prend ses décisions à la majorité des voix exprimées ; toutefois, l'unanimité des voix exprimées est exigée pour :

a. l'adoption des recommandations visées au paragraphe 1 de l'article 9 ;

b. la décision d'admettre des observateurs autres que ceux visés au paragraphe 2 du présent article ,

c. l'adoption du rapport visé à l'article 13, rapport qui, le cas échéant, fait état des opinions divergentes.

6. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité Permanent établit son règlement intérieur.

Article 9

1. Le Comité Permanent est chargé d'élaborer et d'adopter des recommandations aux Parties Contractantes contenant des dispositions détaillées en vue de l'application des principes énoncés au Titre I de la présente Convention ; ces dispositions doivent se fonder sur les connaissances scientifiques concernant les différentes espèces.

2. Aux fins de l'accomplissement de ses tâches telles que visées au paragraphe 1 du présent article, le Comité Permanent suit l'évolution de la recherche scientifique et des nouvelles méthodes en matière d'élevage.

3. Sauf si un délai plus long est fixé par le Comité Permanent, toute recommandation prend effet en tant que telle six mois après la date de son adoption par le Comité. A partir de la date à laquelle une recommandation prend effet, toute Partie Contractante doit, soit la mettre en

œuvre, soit informer le Comité Permanent par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des raisons pour lesquelles elle a décidé qu'elle n'est pas ou n'est plus en mesure de la mettre en œuvre.

4. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes ou la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, ont notifié conformément au paragraphe 3 du présent article, leur décision de ne pas mettre ou de ne plus mettre en œuvre une recommandation, cette recommandation cesse d'avoir effet.

Article 10

Le Comité Permanent facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté qui peut surgir entre Parties Contractantes concernant l'application de la présente Convention.

Article 11

Le Comité Permanent peut, à la demande d'une Partie Contractante, exprimer un avis consultatif sur toute question relative à la protection des animaux.

Article 12

En vue d'assister le Comité Permanent dans ses travaux, toute Partie Contractante peut désigner un ou plusieurs organes auxquels ce Comité peut demander des informations et des conseils. Les Parties Contractantes communiquent au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le nom et l'adresse desdits organes.

Article 13

Le Comité Permanent soumet au Comite des Ministres du Conseil de l'Europe, à l'expiration de la troisième année après l'entrée en vigueur de la présente Convention et à l'expiration de chaque periode ultérieure de trois ans un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention, en y incluant s'il l'estime necessaire des propositions visant à amender la Convention.

TITRE III

Dispositions finales

Article 14

1 La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 15

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

Article 16

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 17 de la présente Convention.

Article 17

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 18

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 14 et 15 ;

d. toute recommandation visée au paragraphe 1 de l'article 9 et la date à laquelle elle prendra effet ;

e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 ;

f. toute communication reçue en application des dispositions de l'article 12 ;

g. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 16 ;

h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 17 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 10th day of March 1976, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 10 mars 1976, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

For the Government
of the Republic of Austria :

Pour le Gouvernement
de la République d'Autriche :

For the Government
of the Kingdom of Denmark :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Danemark :
P. von der HUDE

For the Government
of the Kingdom of Belgium :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique :

For the Government
of the French Republic :

Pour le Gouvernement
de la République française :

For the Government
of the Republic of Cyprus :

Pour le Gouvernement
de la République de Chypre :

For the Government
of the Federal Republic of Germany :

Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne :

For the Government
of the Hellenic Republic :

Pour le Gouvernement
de la République hellénique :

For the Government
of Malta :

Pour le Gouvernement
de Malte :

For the Government
of the Icelandic Republic :

Pour le Gouvernement
de la République islandaise :

For the Government
of the Kingdom of the Netherlands :

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas

For the Government
of Ireland

Pour le Gouvernement
d'Irlande :

For the Government
of the Kingdom of Norway ,

Pour le Gouvernement
du Royaume de Norvège :

For the Government
of the Italian Republic :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

For the Government
of the Kingdom of Sweden :

Pour le Gouvernement
du Royaume de Suède :

For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg :

Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg :

For the Government
of the Swiss Confederation :

Pour le Gouvernement
de la Confédération suisse :

For the Government
of the Turkish Republic :

Pour le Gouvernement
de la République turque :

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

Peter FOSTER

For the European
Economic Community :

Pour la Communaute
Economique Européenne :

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

Εὐρωπαϊκὴ Σύμβαση 'Αρ. 87

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ

Περὶ προστασίας τῶν ζώων εἰς τὰς ἐκτροφάς.

Τὰ Κράτη - Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ ὑπογράφουν τὴ Σύμβαση αὐτή, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸ νὰ υἱοθετηθοῦν κοινὲς διατάξεις γιὰ νὰ προστατεύονται τὰ ζῶα στὶς ἐκτροφὲς καὶ εἰδικότερα σὲ ἐκτροφὲς σύγχρονων συστημάτων ἐντατικῆς ἐκτροφῆς, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

Γενικὲς 'Αρχές.

"Αρθρο 1.

'Η Σύμβαση αὐτὴ ἔχει ἐφαρμογὴ στὴ διατροφή, τὶς περιποιήσεις καὶ τὸ κατάλυμα τῶν ζώων, εἰδικότερα δὲ στὰ σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς ἐκτροφῆς. Κατὰ τὴν ἔννοια τῆς Σύμβασης αὐτῆς μὲ τὸν ὅρο «ζῶα» ἐννοοῦνται ζῶα ποὺ ἐκτρέφονται ἢ συντηροῦνται γιὰ τὴν παραγωγὴ εἰδῶν διατροφῆς, ἐρίου, δερμάτων ἢ γουναρικῶν ἢ γιὰ ἄλλους γεωργικοὺς σκοποὺς καὶ μὲ τὸν ὅρο «σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς ἐκτροφῆς» ἐννοοῦνται συστήματα τὰ ὁποῖα κατὰ κύριο λόγο χρησιμοποιοῦν προπαντὸς τεχνικὲς ἐγκαταστάσεις ποὺ λειτουργοῦν μὲ τὴ βοήθεια αὐτόματων μηχανικῶν συστημάτων.

"Αρθρο 2.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θέτει σὲ ἰσχὺ τὶς ἀρχὲς προστασίας τῶν ζώων ποὺ ὁρίζονται στὰ ἄρθρα 3 - 7 τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

"Αρθρο 3.

Κάθε ζῶο δικαιοῦται ἕνα κατάλυμα, μία διατροφὴ καὶ φροντίδες οἱ ὁποῖες, ἐὰν λάβουμε ὑπόψη τὸ εἶδος, τὸ βαθμὸ ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καὶ ἐξημέρωσης αὐτοῦ εἶναι οἱ κατάλληλες γιὰ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἠθολογικὲς ἀνάγκες του σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

"Αρθρο 4.

1. 'Η φυσικὴ ἐλευθερία κίνησης ἑνὸς ζώου, ἐὰν λάβουμε ὑπόψη τὸ ζωολογικὸ εἶδος αὐτοῦ καὶ σύμφωνα μὲ τὴν ἀναγνωρισμένη πείρα καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις, δὲν θὰ περιορίζεται κατὰ τέτοιο τρόπο ὥστε νὰ προκαλεῖται σὲ αὐτὸ ὄχι ἀναγκαῖος πόνος ἢ κάκωση.

2. "Οσες φορὲς ἕνα ζῶο μένει δεμένο συνέχεια ἢ ἀπὸ συνήθεια δεμένο μὲ ἁλυσίδες ἢ περιορισμένο, πρέπει νὰ παρέχεται σὲ αὐτὸ χῶρος κατάλληλος γιὰ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἠθολογικὲς ἀνάγκες του, σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

"Αρθρο 5.

'Ο φωτισμός, ἡ θερμοκρασία, ὁ βαθμός, ἡ ὑγρασία, ἡ κυκλοφορία τοῦ ἀέρα, ὁ ἐξαερισμὸς τοῦ καταλύματος τοῦ ζώου καὶ οἱ λοιπὲς συνθῆκες τοῦ περιβάλλοντος ὅπως ἡ πυκνότητα ἀερίων ἢ τὸ ἔντονο τῶν θορύβων (στὸν τόπο ὅπου ἕνα ζῶο στεγάζεται) ὀφείλουν-ἐὰν ληφθεῖ ὑπόψη τὸ ζωολογικὸ εἶδος, ὁ βαθμὸς ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καὶ ἐξημέρωσής του-νὰ προσαρμόζονται μὲ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἠθολογικὲς ἀνάγκες του σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

"Αρθρο 6.

Κανένα ζῶο θὰ διατρέφεται κατὰ τρόπο, ποὺ νὰ προκαλοῦνται πόνοι ἢ ἄσκοπες κακώσεις καὶ ἡ τροφὴ δὲν θὰ περιέχει ὁποιαδήποτε οὐσία, ποὺ ἐνδέχεται νὰ προκαλέσει πόνους ἢ ἄσκοπες κακώσεις.

"Αρθρο 7.

1. 'Η φυσικὴ κατάσταση καὶ ἡ ὑγεία τῶν ζώων θὰ ἐλέγχονται προσεκτικὰ σὲ κατάλληλα διαστήματα ὥστε νὰ ἀποφεύγονται οἱ ἄσκοποι πόνοι καὶ προκειμένου γιὰ ζῶα ποὺ συντηροῦνται μὲ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικὰ συστήματα τουλάχιστο μιὰ φορὰ τὴν ἡμέρα.

2. 'Ο τεχνικὸς ἐξοπλισμὸς ποὺ χρησιμοποιεῖται ἀπὸ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικὰ συστήματα θὰ ἐπιθεωρεῖται προσεκτικὰ τουλάχιστο μιὰ φορὰ τὴν ἡμέρα καὶ ὁποιαδήποτε βλάβη ποὺ ἀνακαλύπτεται θὰ ἀποκαθίσταται μὲ τὴ μικρότερη δυνατὴ καθυστέρηση. "Οσες φορὲς κάποια βλάβη δὲν μπορεῖ νὰ ἀποκατασταθεῖ ἀμέσως, ὅλα τὰ προσωρινὰ μέτρα τὰ ἀπαραίτητα γιὰ τὴν προστασία τῆς ἄνετης ζωῆς τῶν ζώων πρέπει νὰ λαμβάνονται ἀμέσως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Λεπτομερεῖς διατάξεις ἐφαρμογῆς.

"Αρθρο 8.

1. Μέσα σὲ ἕνα ἔτος ἀπὸ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς θὰ συσταθεῖ Μόνιμη 'Επιτροπή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διορίσει ἕναν ἀντιπρόσωπο στὴ Μόνιμη 'Επιτροπή.

'Οποιοδήποτε Κράτος μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ποὺ δὲν εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος τῆς Σύμβασης θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύεται στὴν 'Επιτροπὴ ἀπὸ ἕναν παρατηρητή.

3. 'Ο Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης συγκαλεῖ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὅσες φορὲς τὸ θεωρεῖ ἀπαραίτητο καὶ σὲ κάθε περίπτωση, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητας ποὺ εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος διατυπώσει σχετικὴ αἴτηση.

4. 'Η πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀποτελεῖ τὴν ἀναγκαία ἀπαρτία γιὰ τὴ διεξαγωγὴ συνεδρίασης τῆς Μόνιμης 'Επιτροπῆς.

5. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ θὰ παίρνει τὶς ἀποφάσεις της μὲ πλειοψηφία αὐτῶν ποὺ πῆραν μέρος στὴν ψηφοφορία, ἀπαιτεῖται ὅμως παμψηφία γιά :

α) Τὴν υἱοθέτηση τῶν συστάσεων ποὺ περιέχονται στὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 9.

β) τὴν ἀπόφαση νὰ γίνουν δεκτοὶ παρατηρητὲς ἐκτὸς ἀπὸ ἐκείνους ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ.

γ) τὴν υἱοθέτηση τῆς "Εκθεσης ποὺ ἀναφέρεται στὸ ἄρθρο 13, ἡ ὁποία, ἐὰν τύχει περίσταση, περιλαμβάνει τὶς διϊστάμενες ἀπόψεις.

5. Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ θὰ συντάξει τὸν 'Εσωτερικὸ Κανονισμό της.

"Αρθρο 9.

1. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐκπόνηση καὶ υἱοθέτηση τῶν συστάσεων πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, οἱ ὁποῖες περιέχουν λεπτομερεῖς διατάξεις γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῶν ἀρχῶν ποὺ περιέχονται στὸ Κεφάλαιο Ι τῆς Σύμβασης αὐτῆς. Οἱ διατάξεις αὐτὲς πρέπει νὰ βασίζονται σὲ ἐπιστημονικὲς γνώσεις ποὺ ἀφοροῦν τὰ διάφορα εἴδη ζώων.

2. Γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς ἐκπλήρωσης τῶν ὑποχρεώσεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὀφείλει νὰ ἀκολουθεῖ τὶς ἐξελίξεις τῶν ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν καὶ νέες μεθόδους στὸν τομέα τῆς κτηνοτροφίας.

3. 'Εκτὸς ἐὰν μεγαλύτερη περίοδος ἀποφασισθεῖ ἀπὸ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπή, μία Σύσταση θὰ θέτεται σὲ ἰσχὺ σὰν τέτοια ἕξι μῆνες ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία τῆς υἱοθέτησής της ἀπὸ τὴν 'Επιτροπή.

'Απὸ τὴν ἡμερομηνία ποὺ μιὰ Σύσταση τεθεῖ σὲ ἰσχύ, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ὀφείλει εἴτε νὰ τὴν πραγματοποιήσει εἴτε νὰ ἐνημερώσει τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ μὲ γνωστοποίηση πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς

Εὐρώπης, γιὰ τοὺς λόγους γιὰ τοὺς ὁποίους ἀποφάσισε ὅτι δὲν εἶναι σὲ θέση ἢ δὲν εἶναι πλέον σὲ θέση νὰ ἐφαρμόσει τὴ Σύσταση.

4. Ἐὰν δύο ἢ περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη ἢ ἡ Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα ποὺ εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος, γνωστοποιήσουν, σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο 3 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ τὴν ἀπόφασή τους νὰ μὴν ἐφαρμόσουν ἢ νὰ μὴν ἐφαρμόζουν πιὰ μία σύσταση, ἡ σύσταση αὐτὴ παύει νὰ ἔχει ἰσχύ.

Ἄρθρο 10.

Ἡ Μόνιμη Ἐπιτροπὴ θὰ κάνει χρήση τῶν καλλίτερων προσπαθειῶν της γιὰ νὰ διευκολύνει φιλικὴ διευθέτηση ὁποιασδήποτε δυσκολίας ποὺ μπορεῖ νὰ προκύψει μεταξὺ τῶν Συμβαλλόμενων Μερῶν ἀναφορικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

Ἄρθρο 11.

Ἡ Μόνιμη Ἐπιτροπὴ μπορεῖ νὰ διατυπώσει συμβουλευτικὴ γνώμη ἐπὶ ὁποιουδήποτε ζητήματος ποὺ ἀφορᾶ τὴν προστασία τῶν ζώων, μὲ αἴτηση ἑνὸς ἀπὸ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρο 12.

Μὲ σκοπὸ τὴ συνδρομὴ τῆς Μόνιμης Ἐπιτροπῆς στὸ ἔργο της,

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ὑποδείξει ἕνα ἢ περισσότερα ὄργανα, ἀπὸ τὰ ὁποῖα ἡ Μόνιμη Ἐπιτροπὴ μπορεῖ νὰ ζητᾶ πληροφορίες καὶ συμβουλές. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀνακοινώνουν στὸ Γενικὸ Γραματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης τὴν ὀνομασία καὶ διεύθυνση τῶν ὀργάνων αὐτῶν.

Ἄρθρο 13.

Ἡ Μόνιμη Ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει στὴν Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, στὸ τέλος τοῦ τρίτου ἔτους ἀπὸ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς καὶ στὸ τέλος κάθε μεταγενέστερης περιόδου τριῶν ἐτῶν, ἔκθεση γιὰ τὶς ἐργασίες της καὶ τὴ λειτουργία τῆς Σύμβασης ποὺ περιλαμβάνει, ἐὰν θεωρήσει αὐτὸ ἀπαραίτητο, προτάσεις ποὺ ἀποβλέπουν στὴν τροποποίηση τῆς Σύμβασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

Τελικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 14.

1. Ἡ Σύμβαση εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ ἀπὸ τὰ Κράτη - Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καθὼς καὶ ἀπὸ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα. Αὐτὴ θὰ ὑπόκειται σὲ ἐπικύρωση, ἀποδοχὴ ἢ ἔγκριση. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης θὰ κατατεθοῦν στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἔξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς κατάθεσης τοῦ τέταρτου ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης ἑνὸς Κράτους μέλους τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἀπέναντι κάθε Μέλους ποὺ ὑπογράφει, τὸ ὁποῖο θὰ τὴν ἐπικυρώσει, θὰ τὴν ἀποδεχθεῖ ἢ θὰ τὴν ἐγκρίνει μετὰ τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, ἔξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου του ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης.

Ἄρθρο 15.

1. Μετὰ τὴ θέση σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ καλέσει, μὲ διαδικασία ποὺ θὰ κρίνει κατάλληλη, ὁποιοδήποτε Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου νὰ προσχωρήσει στὴ Σύμβαση αὐτή.

2. Ἡ προσχώρηση θὰ πραγματοποιηθεῖ μὲ τὴν κατάθεση στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἑνὸς ἐγγράφου προσχώρησης, ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἔξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσής του.

Ἄρθρο 16.

1. Κάθε Συμβαλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν ὑπογραφὴ ἢ κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης, νὰ καθορίσει τὴν ἐδαφικὴ περιοχὴ ἢ τὶς περιοχὲς στὶς ὁποῖες θὰ ἰσχύσει ἡ Σύμβαση αὐτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ, κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης ἢ σὲ ὁποιαδήποτε μεταγενέστερη ἡμερομηνία, νὰ ἐπεκτείνει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς Σύμβασης αὐτῆς μὲ δήλωση ποὺ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, σὲ ὁποιαδήποτε ἄλλη ἐδαφικὴ περιοχὴ ποὺ ὁρίζεται στὴ δήλωση καὶ τῆς ὁποίας ἐξασφαλίζει τὶς διεθνεῖς σχέσεις καὶ γιὰ τὴν ὁποία αὐτὸ εἶναι ἐξουσιοδοτημένο νὰ ἀναλαμβάνει ὑποχρεώσεις.

3. Ὁποιαδήποτε δήλωση, ποὺ γίνεται σύμφωνα μὲ τὴν προηγούμενη παράγραφο, μπορεῖ νὰ ἀποσυρθεῖ σὲ ὅ,τι ἀφορᾶ ὁποιαδήποτε ἐδαφικὴ περιοχὴ ποὺ ἀναφέρεται στὴ δήλωση αὐτὴ σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία ποὺ ὁρίζει τὸ ἄρθρο 17 τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

Ἄρθρο 17.

1. Ὁποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, σὲ ὅ,τι τὸ ἀφορᾶ, νὰ καταγγείλει τὴ Σύμβαση αὐτὴ ἀπευθύνοντας γνωστοποίηση στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύει ἔξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία παραλαβῆς τῆς γνωστοποίησης ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματέα.

Ἄρθρο 18.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιεῖ στὰ Κράτη μέλη του Συμβουλίου καὶ σὲ ὁποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου :

α) ὁποιαδήποτε ὑπογραφή.

β) ὁποιαδήποτε κατάθεση ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης.

γ) ὁποιαδήποτε ἡμερομηνία θέσης σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς σύμφωνα πρὸς τὰ ἄρθρα 14 καὶ 15 αὐτῆς.

δ) ὁποιαδήποτε Σύσταση τοῦ εἴδους ποὺ ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1 τοῦ ἄρθρου 9 καὶ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία αὐτὴ θέτεται σὲ ἰσχύ.

ε) ὁποιαδήποτε γνωστοποίηση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 9.

στ) ὁποιαδήποτε κοινοποίηση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12.

ζ) ὁποιαδήποτε δήλωση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 16.

η) ὁποιαδήποτε γνωστοποίηση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17 καὶ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία ἡ καταγγελία θέτεται σὲ ἰσχύ.

Σὲ πίστωση τῶν ὁποίων, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντας ὅπως πρέπει ἐξουσιοδοτηθεῖ γιὰ αὐτό, ὑπογράψαμε τὴ Σύμβαση αὐτή.

Ἔγινε στὸ Στρασβοῦργο σήμερα τὴ 10 Μαρτίου 1976, στὴν Ἀγγλικὴ καὶ στὴ Γαλλικὴ καὶ τῶν δύο κειμένων θεωρουμένων αὐθεντικῶν, σὲ ἕνα ἀντίτυπο ποὺ θὰ κατατεθεῖ στὸ Ἀρχεῖο τοῦ Συμβουλίου της Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ διαβιβάσει κυρωμένο ἀντίγραφο σὲ καθένα ἀπὸ τὰ Μέρη ποὺ ὑπογράφει καὶ προσχωρεῖ στὴ Σύμβαση.

Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Κυπριακῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας.

P. VON DER HUDE

Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἰρλανδίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Μάλτας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας.
Γιὰ τὴν Κυβέρνηση τοῦ Ἑνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βόρειας Ἰρλανδίας.

PETER FOSTER

Γιὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα.

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

EUROPEAN CONVENTION FOR THE PROTECTION OF ANIMALS FOR SLAUGHTER

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX D'ABATTAGE

STRASBOURG
Provisional Edition
Edition provisoire

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la presente Convention,

Considérant qu'il est opportun d'assurer la protection des animaux destinés à l'abattage ;

Considérant que les méthodes d'abattage épargnant aux animaux des souffrances et des douleurs dans la mesure du possible doivent être d'application uniforme dans leurs pays ;

Considérant que la crainte, l'angoisse, les douleurs et les souffrances d'un animal lors de l'abattage risquent d'influencer la qualité de la viande,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Principes généraux

Article 1

1. La présente Convention s'applique à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux domestiques appartenant aux espèces suivantes : solipèdes, ruminants, porcins, lapins et volailles.

2. Au sens de la présente Convention, on entend par :

Abattoir : Tout établissement ou installation sous contrôle sanitaire, conçu pour la réalisation des opérations professionnelles d'abattage d'animaux en vue d'obtenir des denrées destinées à la consommation publique ou de mise à mort d animaux pour tout autre motif ;

Acheminement : Le fait de décharger ou de conduire un animal des quais de débarquement, ou des locaux de stabulation ou des parcs de l'abattoir jusqu'aux locaux ou emplacements d'abattage ;

Hébergement : Le fait de détenir un animal pour lui prodiguer les soins nécessaires avant son abattage (abreuvement, nourriture, repos) dans les locaux de stabulation, les parcs ou les emplacements couverts de l'abattoir ;

Immobilisation : L'application à un animal de tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention pour limiter ses mouvements en vue de faciliter l'étourdissement ou l'abattage ;

Étourdissement : Tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention qui, lorsqu'il est appliqué à un animal le plonge dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'intervention de la mort. Lors de l'étourdissement, il faut exclure en tout état de cause toute souffrance évitable aux animaux.

Abattage : Le fait de mettre à mort un animal après immobilisation, étourdissement et saignée sauf exceptions prévues au Chapitre III de la présente Convention.

Article 2

1. Chaque Partie Contractante prend les mesures nécessaires afin d'assurer l'application effective des dispositions de la présente Convention.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte à la faculté des Parties Contractantes d'adopter des règles plus strictes visant la protection des animaux.

3. Chaque Partie Contractante veille à ce que la conception, la construction et les aménagements des abattoirs ainsi que leur fonctionnement assurent les conditions appropriées prévues par la présente Convention afin d'éviter, dans toute la mesure du possible, de provoquer des excitations, des douleurs ou des souffrances aux animaux.

4. Chaque Partie Contractante veille à épargner aux animaux abattus dans les abattoirs ou hors de ceux-ci toute douleur ou souffrance évitable.

CHAPITRE II

Livraison des animaux aux abattoirs et hébergement de ceux-ci jusqu'à leur abattage

Article 3

1. Les animaux doivent être déchargés aussitôt que possible. Pendant les attentes dans les moyens de transport, ils doivent être à l'abri d'influences climatiques extrêmes et bénéficier d'une aération appropriée.

2. Le personnel commis à l'acheminement et à l'hébergement des animaux doit avoir les connaissances et capacités requises et respecter les exigences énoncées dans la présente Convention.

Section I

Acheminement des animaux dans l'enceinte des abattoirs

Article 4

1. Les animaux doivent être déchargés et acheminés avec ménagement.

2. Un équipement approprié tel que ponts, rampes ou passerelles doit être utilisé pour le déchargement des animaux. Cet équipement doit être pourvu d'un plancher non glissant et, si nécessaire, d'une protection latérale. Les ponts, rampes et passerelles doivent être aussi peu inclinés que possible.

3. Les animaux ne doivent être ni apeurés ni excités. Il faut en tout cas veiller à ce que les animaux ne soient pas versés et ne puissent pas tomber des ponts, rampes ou passerelles. Il est en particulier interdit de soulever les animaux par la tête, par les pattes ou par la queue d'une manière qui leur cause des douleurs ou des souffrances.

4. Si nécessaire, les animaux doivent être menés individuellement ; s'ils sont déplacés en empruntant des couloirs, ceux-ci doivent être conçus de façon que les animaux ne puissent pas se blesser.

Article 5

1. Les animaux doivent être déplacés en utilisant leur nature grégaire. Les instruments destinés à diriger les animaux ne doivent être utilisés qu'à cette fin et seulement pendant de courts moments. Il est notamment interdit de frapper les animaux sur des parties du corps particulièrement sensibles ou de les pousser en touchant de telles parties. Les appareils à décharge électrique ne peuvent être utilisés que pour les bovins et les porcins, à condition que les décharges ne durent pas plus de deux secondes, qu'elles soient suffisamment espacées et que les animaux disposent de l'espace nécessaire pour se déplacer ; les décharges ne doivent être appliquées que sur la musculature appropriée.

2. Il est interdit d'écraser, de tordre, voire de casser la queue des animaux ou de les saisir aux yeux. Les coups appliqués sans ménagement, notamment les coups de pied, sont interdits.

3. Les cages, paniers ou caissons contenant des animaux doivent être manipulés avec ménagement ; il est interdit de les lancer à terre ou de les renverser.

4. Les animaux livrés dans des cages, paniers ou caissons à fond perforé ou souple doivent être déchargés avec un soin particulier pour éviter que les extrémités des animaux ne soient blessées. Le cas échéant, les animaux doivent être déchargés individuellement.

Article 6

1. Les animaux ne doivent être acheminés vers les locaux d'abattage que si leur abattage peut y être pratiqué aussitôt.

2. Si les animaux ne sont pas abattus immédiatement après leur arrivée, ils doivent être hébergés.

Section II

Hébergement des animaux

Article 7

1. Les animaux doivent être gardés à l'abri des influences météorologiques ou climatiques défavorables. Les abattoirs doivent disposer d'installations suffisantes pour la stabulation ou le parcage des animaux comportant une protection contre les intempéries.

2. Le sol des lieux de déchargement, de passage, de stationnement ou d'hébergement des animaux ne doit pas être glissant. Il doit pouvoir être nettoyé et désinfecté et permettre l'écoulement total des liquides.

3. Les abattoirs doivent disposer d'emplacements couverts comportant des dispositifs d'attache avec mangeoires et abreuvoirs.

4. Si des animaux sont obligés de passer la nuit à l'abattoir, ils doivent être hébergés et si nécessaire attachés, en leur ménageant la possibilité de se coucher.

5. Les animaux naturellement hostiles entre eux en raison de leur espèce, de leur sexe, de leur âge ou de leur origine doivent être séparés.

6. Si les animaux ont été transportés dans des cages, paniers ou caissons, ils doivent être abattus aussitôt que possible ; sinon ils doivent recevoir abreuvement et nourriture, conformément aux dispositions de l'article 8.

7. Si les animaux ont été soumis à des températures élevées par temps humide, il faut veiller à leur rafraîchissement.

8. Lorsque les conditions climatiques l'exigent (par exemple forte humidité, basses températures), les animaux doivent être mis en stabulation. Les étables doivent être aérées. Pendant l'affouragement, les étables doivent être suffisamment éclairées.

Section III

Soins aux animaux

Article 8

1. De l'eau doit être mise à la disposition des animaux, à moins qu'ils ne soient conduits dans les locaux d'abattage aussitôt que possible.

2. A l'exception de ceux qui seront abattus dans les douze heures qui suivent leur arrivée, les animaux doivent être modérément affouragés et abreuvés à intervalles appropriés.

3. Si les animaux ne sont pas à l'attache, ils doivent disposer de mangeoires leur permettant de s'alimenter sans perturbation.

Article 9

1. La condition et l'état de santé des animaux doivent faire l'objet d'une inspection au moins chaque matin et chaque soir.

2. Les animaux malades, affaiblis ou blessés doivent être immédiatement abattus. Si l'abattage immédiat n'est pas possible, ils doivent être séparés en vue d'être abattus.

Section IV

Autres dispositions

Article 10

Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions du Chapitre II de la présente Convention pour ce qui concerne les rennes.

Article 11

Chaque Partie Contractante peut prévoir que les dispositions du Chapitre II de la présente Convention s'appliquent *mutatis mutandis* à la livraison et l'hébergement des animaux hors des abattoirs.

CHAPITRE III

Abattage des animaux

Article 12

Les animaux doivent être immobilisés immédiatement avant leur abattage si cela s'avère nécessaire et, sauf exceptions prévues à l'article 17, étourdis selon les procédés appropriés.

Article 13

Dans le cas d'abattage rituel, l'immobilisation des animaux de l'espèce bovine avant abattage avec un procédé mécanique ayant pour but d'éviter toutes douleurs, souffrances et excitations ainsi que toutes blessures ou contusions aux animaux est obligatoire.

Article 14

Il est interdit d'utiliser des moyens de contention causant des souffrances évitables, de lier les membres postérieurs des animaux ou de les suspendre avant l'étourdissement et, dans le cas d'abattage rituel, avant la fin de la saignée. Toutefois, l'interdiction de suspendre les animaux ne s'applique pas à l'abattage des volailles et des lapins à condition que la suspension précède immédiatement l'étourdissement.

Article 15

Les opérations d'abattage autres que celles visées au paragraphe 2 de l'article 1 ne peuvent être commencées qu'après la mort de l'animal.

Article 16

1. Les procédés d'étourdissement autorisés par les Parties Contractantes doivent plonger l'animal dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'abattage, lui épargnant en tout état de cause toute souffrance évitable.

2. L'utilisation de la puntilla, de la masse et du merlin est interdite.

3. Pour les solipèdes, ruminants et porcins, les seuls procédés d'étourdissement autorisés sont les suivants :

— moyens mécaniques par utilisation d'un instrument avec percussion ou perforation au niveau du cerveau ;

— électronarcose ;

— anesthésie au gaz.

4. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article en cas d'abattage d'un animal par l'exploitant pour sa propre consommation à l'endroit où l'animal se trouve.

Article 17

1. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions relatives à l'étourdissement préalable dans les cas suivants :

— abattages selon des rites religieux ;

— abattages d'extrême urgence lorsque l'étourdissement n'est pas possible ;

— abattages de volailles et de lapins selon des procédés agréés provoquant une mort instantanée des animaux ;

— mise à mort d'animaux pour des raisons de police sanitaire, si des raisons particulières l'exigent.

2. Toute Partie Contractante qui fera usage des dérogations prévues au paragraphe 1 du présent article devra toutefois veiller à ce que lors de tels abattages ou mises à mort, toute douleur ou souffrance évitable soit épargnée aux animaux.

Article 18

1. Chaque Partie Contractante s'assure de l'aptitude des personnes procédant professionnellement à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux.

2. Chaque Partie Contractante veille à ce que les instruments, appareils ou installations nécessaires à l'immobilisation des animaux et à leur étourdissement répondent aux exigences de la Convention.

Article 19

Chaque Partie Contractante qui autorise les abattages selon des rites religieux doit s'assurer de l'habilitation des sacrificateurs par des organismes religieux dans la mesure où elle ne délivre pas elle-même les autorisations nécessaires.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Article 20

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 21

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

Article 22

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 23

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 24

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 20 et 21 ;

d. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ;

e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 22 ;

f. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 23 et de la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this day of May 1979, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le mai 1979, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΠΡΟΣ ΣΦΑΓΗ ΖΩΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ ὑπογράφουν τὴ Σύμβαση αὐτή, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸ νὰ ἐξασφαλιστεῖ ἡ προστασία τῶν ζώων ποὺ προορίζονται γιὰ σφαγή.

Θεωρώντας ὅτι οἱ μέθοδοι σφαγῆς, ποὺ ἀπαλλάσσουν τὰ ζῶα ἀπὸ τὶς ταλαιπωρίες καὶ τοὺς πόνους, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρέπει νὰ ἔχουν ὁμοιόμορφη ἐφαρμογὴ στὶς χῶρες τους.

Θεωρώντας ὅτι ὁ φόβος, ἡ ἀγωνία, οἱ πόνοι καὶ οἱ ταλαιπωρίες ἑνὸς ζώου κατὰ τὴ σφαγὴ κινδυνεύουν νὰ ἐπηρεάσουν τὴν ποιότητα τοῦ κρέατος, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι.
Γενικὲς Ἀρχές.
Ἄρθρο 1.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ ἐφαρμόζεται στὴ διακίνηση, στὴ στέγαση, στὴν ἀκινητοποίηση, στὴν ἀναισθητοποίηση καὶ στὴ σφαγὴ τῶν κατοικίδιων ζώων ποὺ ἀνήκουν στὰ ἀκόλουθα εἴδη :

Μόνοπλα, μηρυκαστικά, χοιροειδῆ, κουνέλια καὶ πουλερικά.

2. Κατὰ τὴν ἔννοια τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἐννοοῦμε μὲ τοὺς ὅρους :

Σφαγεῖο : Κάθε ἵδρυμα ἢ ἐγκατάσταση ὑπὸ ὑγειονομικὸ ἔλεγχο, ποὺ ἐπινοήθηκε γιὰ τὴν πραγματοποίηση ἐπαγγελματικῶν δραστηριοτήτων σφαγῆς ζώων, μὲ σκοπὸ τὴν ἀπόκτηση τροφίμων ποὺ προορίζονται γιὰ τὴ δημόσια κατανάλωση, ἢ γιὰ τὴ θανάτωση ζώων γιὰ κάθε ἄλλο λόγο.

Διακίνηση : Ἡ ἐκφόρτωση ἢ ἡ ὁδήγηση ἑνὸς ζώου ἀπὸ τὶς ἀποβάθρες ἐκφόρτωσης ἢ ἀπὸ τοὺς χώρους σταυλισμοῦ ἢ ἀπὸ τοὺς περίβολους τῶν σφαγείων μέχρι τοὺς χώρους ἢ τὶς θέσεις σφαγῆς.

Διανομή : Ἡ κράτηση ἑνὸς ζώου μὲ σκοπὸ τὴν παροχὴ σ' αὐτὸ τῶν ἀπαραίτητων φροντίδων πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγή του (πότισμα, τροφή, ἀνάπαυση) στοὺς χώρους σταυλισμοῦ, τοὺς περίβολους ἢ τοὺς σκεπαστοὺς χώρους τοῦ σφαγείου.

Ἀκινητοποίηση : Ἡ ἐφαρμογὴ σὲ ἕνα ζῶο κάθε μεθόδου ἡ ὁποία εἶναι σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς ὥστε νὰ περιοριστοῦν οἱ κινήσεις του γιὰ τὴ διευκόλυνση τῆς ἀναισθητοποίησης ἢ τῆς σφαγῆς.

Ἀναισθητοποίηση : Κάθε μέθοδος, σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἡ ὁποία, ὅταν ἐφαρμόζεται σ' ἕνα ζῶο, τὸ βυθίζει σὲ κατάσταση ἀναισθησίας ὅπου διατηρεῖται ἕως ὅτου ἐπέλθει ὁ θάνατος. Κατὰ τὴν ἀναισθητοποίηση πρέπει πάντως νὰ ἀποκλειστεῖ κάθε ταλαιπωρία ἀπὸ τὴν ὁποία μποροῦν νὰ ἀπαλλαγοῦν τὰ ζῶα.

Σφαγή : Ἡ πράξη τῆς θανάτωσης ζώου, μετὰ ἀπὸ ἀκινητοποίηση, ἀναισθητοποίηση καὶ ἀφαίμαξη, ἐκτὸς τῶν ἐξαιρέσεων ποὺ προβλέπονται στὸ Κεφάλαιο ΙΙΙ τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

Ἄρθρο 2.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παίρνει τὰ κατάλληλα μέτρα ὥστε νὰ ἐξασφαλίζει τὴν πραγματικὴ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

2. Καμία διάταξη τῆς Σύμβασης αὐτῆς δὲν θὰ προσβάλει τὴ δυνατότητα τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν νὰ υἱοθετοῦν πιὸ αὐστηροὺς κανόνες ποὺ ἔχουν στόχο τὴν προστασία τῶν ζώων.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε ἡ σύλληψη, ἡ κατασκευὴ καὶ ἡ διαμόρφωση τῶν σφαγείων, καθὼς καὶ ἡ λειτουργία τους νὰ ἐξασφαλίζουν τὶς κατάλληλες προϋποθέσεις οἱ ὁποῖες προβλέπονται ἀπὸ τὴ Σύμβαση αὐτή, πρὸς ἀποφυγή, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρόκλησης διεγέρσεων, πόνων ἢ ταλαιπωριῶν στὰ ζῶα.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε νὰ ἀπαλλάξει τὰ ζῶα, ποὺ θανατώνονται στὰ σφαγεῖα ἢ ἔξω ἀπὸ αὐτά, ἀπὸ κάθε πόνο ἢ ταλαιπωρία ποὺ μπορεῖ νὰ ἀποφευχθεῖ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ.
Παράδοση τῶν ζώων στὰ σφαγεῖα καὶ διανομὴ αὐτῶν μέχρι τὴ σφαγή τους.
Ἄρθρο 3.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτωθοῦν ὅσο τὸ δυνατὸ νωρίτερα. Κατὰ τὴ διάρκεια τῆς ἀναμονῆς στὰ μεταφορικὰ μέσα, πρέπει νὰ προφυλάσσονται ἀπὸ ἀκραῖες κλιματολογικὲς ἐπιδράσεις καὶ νὰ ἔχουν κατάλληλο ἀερισμό.

2. Τὸ προσωπικὸ ποὺ εἶναι ἐντεταλμένο μὲ τὴ διακίνηση καὶ διανομὴ τῶν ζώων πρέπει νὰ ἔχει τὶς ἀπαιτούμενες γνώσεις καὶ ἱκανότητες καὶ νὰ σέβεται τὶς ἀπαιτήσεις ποὺ ἀναφέρονται στὴ Σύμβαση αὐτή.

Τμῆμα Ι.
Διακίνηση τῶν ζώων μέσα στὸν περίβολο τῶν σφαγείων.
Ἄρθρο 4.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται καὶ νὰ διακινοῦνται μὲ προσοχή.

2. Πρέπει νὰ χρησιμοποιεῖται γιὰ τὴν ἐκφόρτωση τῶν ζώων κατάλληλος ἐξοπλισμός, ὅπως γέφυρες, καταβαθμοὶ ἢ πεζογέφυρες. Ὁ ἐξοπλισμὸς αὐτὸς πρέπει νὰ εἶναι ἐφοδιασμένος μὲ δάπεδο ποὺ νὰ μὴ γλυστρᾶ καί, ἐφόσον χρειάζεται, μὲ πλευρικὴ προστασία. Οἱ γέφυρες, καταβαθμοὶ καὶ πεζογέφυρες πρέπει νὰ ἔχουν ὅσο τὸ δυνατὸ μικρότερη κλίση.

3. Τὰ ζῶα δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἐκφοβίζονται οὔτε νὰ διεγείρονται. Σὲ κάθε περίπτωση πρέπει νὰ λαμβάνεται μέριμνα τὰ ζῶα νὰ μὴν ἀνατρέπονται καὶ νὰ μὴν μποροῦν νὰ πέσουν ἀπὸ τὶς γέφυρες, τοὺς καταβαθμοὺς καὶ τὶς πεζογέφυρες. Ἀπαγορεύεται ειδικὰ νὰ ἀνασηκώνονται τὰ ζῶα ἀπὸ τὸ κεφάλι, ἀπὸ τὰ πόδια ἢ ἀπὸ τὴν οὐρὰ μὲ τρόπο ποὺ νὰ τοὺς προκαλεῖ πόνους ἢ ταλαιπωρίες.

4. Ἐὰν ὑπάρχει ἀνάγκη, τὰ ζῶα πρέπει νὰ ὁδηγοῦνται μεμονωμένα· ἐὰν μετακινοῦνται μέσω διαδρόμων, αὐτοὶ πρέπει νὰ εἶναι ἔτσι διαμορφωμένοι ποὺ τὰ ζῶα νὰ μὴν μποροῦν νὰ τραυματισθοῦν.

Ἄρθρο 5.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ μετακινοῦνται, κάνοντας χρήση τῆς ἀγελαίας φύσης των. Τὰ ὄργανα, ποὺ προορίζονται γιὰ νὰ κατευθύνονται τὰ ζῶα, δὲν πρέπει νὰ χρησιμοποιοῦνται παρὰ μόνο γιὰ τὸ σκοπὸ αὐτὸν καὶ μόνο γιὰ λίγο χρόνο. Ἀπαγορεύεται εἰδικὰ νὰ χτυπᾶ κανεὶς τὰ ζῶα σὲ μέρη τοῦ σώματος ἰδιαίτερα εὐαίσθητα ἢ νὰ τὰ σπρώχνει ἀγγίζοντας τὰ μέρη αὐτά. Οἱ συσκευὲς μὲ ἠλεκτρικὴ ἐκκένωση δὲν μποροῦν νὰ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ μόνο γιὰ τὰ βοοειδῆ καὶ τοὺς χοίρους, μὲ τὸν ὅρο οἱ ἐκκενώσεις νὰ μὴ διαρκοῦν πάνω ἀπὸ δύο δευτερόλεπτα, νὰ μεσολαβεῖ ἀρκετὸ χρονικὸ διάστημα μεταξύ τους καὶ τὰ ζῶα νὰ διαθέτουν τὸν ἀπαραίτητο χῶρο γιὰ νὰ μετακινηθοῦν. Οἱ ἐκκενώσεις δὲν πρέπει νὰ γίνονται παρὰ μόνο στοὺς κατάλληλους μῦς.

2. Ἀπαγορεύεται νὰ συνθλίβουν, νὰ τρίβουν ἢ νὰ σπάζουν τὴν οὐρὰ τῶν ζώων ἢ νὰ τὰ πιάνουν ἀπὸ τὰ μάτια. Τὰ βίαια χτυπήματα, ἰδιαίτερα οἱ κλωτσιές, ἀπαγορεύονται.

3. Τὰ κλουβιά, τὰ καλάθια ἢ τὰ κιβώτια μέσα στὰ ὁποῖα μεταφέρονται τὰ ζῶα πρέπει νὰ χειρίζονται μὲ προσοχή, ἀπαγορεύεται νὰ πετιοῦνται κατὰ γῆς ἢ νὰ ἀναποδογυρίζονται.

4. Τὰ ζῶα ποὺ παραδίδονται σὲ κλουβιά, καλάθια ἢ κιβώτια, μὲ διάτρητη ἢ εὔκαμπτη βάση, πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται μὲ ἰδιαίτερη ἐπιμέλεια ὥστε νὰ ἀποφεύγεται ὁ τραυματισμὸς τῶν ἄκρων τῶν ζώων. Σὲ ἀντίθετη περίπτωση, τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται μεμονωμένα.

Ἄρθρο 6.

1. Τὰ ζῶα δὲν πρέπει νὰ κατευθύνονται πρὸς τοὺς τόπους σφαγῆς παρὰ μόνο ἐὰν πρόκειται νὰ σφαγοῦν ἀμέσως.

2. Ἐὰν τὰ ζῶα δὲν σφαγοῦν ἀμέσως κατὰ τὴν ἄφιξή τους, πρέπει νὰ στεγασθοῦν.

Τμῆμα ΙΙ.

Στέγαση τῶν ζώων.

Ἄρθρο 7.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ προστατεύονται ἀπὸ τὶς δυσμενεῖς μετεωρολογικὲς καὶ κλιματολογικὲς συνθῆκες. Τὰ σφαγεῖα πρέπει νὰ διαθέτουν ἐπαρκεῖς ἐγκαταστάσεις γιὰ τὸν σταυλισμὸ ἢ αὐλισμὸ τῶν ζώων, οἱ ὁποῖες νὰ προστατεύονται ἀπὸ τὴν κακοκαιρία.

2. Τὸ δάπεδο τῶν χώρων ἐκφόρτωσης, διέλευσης, στάθμευσης ἢ στέγασης τῶν ζώων δὲν πρέπει νὰ γλυστρᾶ. Πρέπει νὰ μπορεῖ νὰ καθαρίζεται καὶ νὰ ἀπολυμαίνεται καὶ νὰ ἐπιτρέπει τὴν ὁλοκληρωτικὴ ἐκροὴ τῶν ὑγρῶν.

3. Τὰ σφαγεῖα πρέπει νὰ ἔχουν σκεπαστοὺς χώρους ποὺ νὰ διαθέτουν μηχανικὰ συστήματα πρόσδεσης μὲ σκαφίδια γιὰ τὸ πότισμα καὶ γιὰ τὴν τροφὴ τῶν ζώων.

4. Ἐὰν ζῶα εἶναι ὑποχρεωμένα νὰ διανυκτερεύσουν στὸ σφαγεῖο, πρέπει νὰ στεγασθοῦν καί, ἐὰν ὑπάρχει ἀνάγκη, νὰ προσδεθοῦν, τότε τοῦτο γίνεται κατὰ τρόπο ποὺ νὰ τοὺς ἐξασφαλίζει τὴ δυνατότητα νὰ ξαπλώσουν.

5. Τὰ ζῶα τὰ ὁποῖα ἀπὸ τὴ φύση τους ἐχθρεύονται μεταξύ τους λόγω τοῦ εἴδους, τοῦ φύλου, τῆς ἡλικίας ἢ τῆς καταγωγῆς τους πρέπει νὰ χωρίζονται.

6. Ἐὰν τὰ ζῶα ἔχουν μεταφερθεῖ σὲ κλουβιά, καλάθια ἢ κιβώτια πρέπει νὰ σφαγοῦν τὸ συντομώτερο δυνατό, ἐὰν ὄχι, πρέπει νὰ τοὺς παρασχεθεῖ νερὸ καὶ τροφή, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8.

7. Ἐὰν τὰ ζῶα ἔχουν ἐκτεθεῖ σὲ ψηλὲς θερμοκρασίες μὲ ὑγρὸ καιρό, πρέπει νὰ ληφθεῖ πρόνοια ὥστε νὰ δροσιστοῦν.

8. Ὅταν οἱ κλιματολογικὲς συνθῆκες τὸ ἀπαιτοῦν (παραδείγματος χάρη μεγάλη ὑγρασία, χαμηλὲς θερμοκρασίες), τὰ ζῶα πρέπει νὰ σταυλισθοῦν. Οἱ σταῦλοι πρέπει νὰ ἀερίζονται. Κατὰ τὴ διάρκεια τῆς παροχῆς τροφῆς, οἱ σταῦλοι πρέπει νὰ εἶναι ἀρκετὰ φωτισμένοι.

Τμῆμα ΙΙΙ.

Φροντίδες πρὸς τὰ ζῶα.

Ἄρθρο 8.

1. Πρέπει νὰ ὑπάρχει νερὸ στὴ διάθεση τῶν ζώων, ἐκτὸς κι ἂν αὐτὰ ὁδηγηθοῦν τὸ συντομώτερο δυνατὸ στοὺς χώρους σφαγῆς.

2. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ταΐζονται καὶ ποτίζονται μὲ μέτρο σὲ κατάλληλα διαστήματα, ἐκτὸς ἀπὸ αὐτὰ τὰ ὁποῖα θὰ σφαγοῦν μέσα σὲ δώδεκα ὧρες μετὰ τὴν ἄφιξή τους.

3. Ἐὰν τὰ ζῶα δὲν εἶναι δεμένα, πρέπει νὰ διαθέτουν φάτνες ποὺ νὰ τοὺς ἐπιτρέπουν νὰ τραφοῦν ἀνενόχλητα.

Ἄρθρο 9.

1. Ἡ κατάσταση καὶ ἡ ὑγεία τῶν ζώων πρέπει νὰ ἐπιθεωρεῖται τὸ λιγότερο κάθε πρωΐ καὶ κάθε βράδυ.

2. Τὰ ζῶα ποὺ εἶναι ἄρρωστα, ἐξασθενημένα ἢ τραυματισμένα, πρέπει νὰ σφάζονται ἀμέσως. Ἐὰν ἡ ἄμεση σφαγὴ δὲν εἶναι δυνατή, τὰ ζῶα πρέπει νὰ χωρίζονται μέχρι νὰ σφαγοῦν.

Τμῆμα IV.

Ἄλλες διατάξεις.

Ἄρθρο 10.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ἐπιτρέψει ἐξαιρέσεις στὶς διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου ΙΙ τῆς Σύμβασης αὐτῆς ὅσον ἀφορᾶ τοὺς τάρανδους.

Ἄρθρο 11.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ προβλέψει ὅτι οἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου ΙΙ τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἐφαρμόζονται κάνοντας τὶς ἀναγκαῖες μεταβολὲς (MUTATIS MUTANDIS) στὴν παράδοση καὶ στὴ στέγαση τῶν ζώων ἐκτὸς τῶν σφαγείων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ.

Σφαγὴ τῶν ζώων.

Ἄρθρο 12.

Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἀκινητοποιηθοῦν ἀμέσως πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγή τους ἐὰν αὐτὸ ἀποδειχθεῖ ἀναγκαῖο καὶ ἐκτὸς ἀπὸ τὶς ἐξαιρέσεις ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο 17 νὰ ἀναισθητοποιηθοῦν μὲ τὶς κατάλληλες μεθόδους.

Ἄρθρο 13.

Στὴν περίπτωση τελετουργικῆς σφαγῆς, εἶναι ὑποχρεωτικὴ ἡ ἀκινητοποίηση τῶν ζώων ποὺ ἀνήκουν στὸ εἶδος τῶν βοοειδῶν πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγὴ μὲ μηχανικὴ μέθοδο ποὺ σκοπὸ ἔχει νὰ ἀπαλλάξει τὰ ζῶα ἀπὸ κάθε πόνο, ταλαιπωρία ἢ διέγερση, καθὼς καὶ ἀπὸ κάθε πληγὴ ἢ μωλωπισμό.

Ἄρθρο 14.

Ἀπαγορεύεται ἡ χρησιμοποίηση μέσων συγκράτησης ποὺ προκαλοῦν ταλαιπωρίες οἱ ὁποῖες μποροῦν νὰ ἀποφευχθοῦν, ἀπαγορεύεται νὰ δένονται τὰ πίσω πόδια τῶν ζώων, ἢ νὰ κρεμοῦν τὰ ζῶα πρὶν τὴν ἀναισθητοποίηση καί, στὴν περίπτωση τελετουργικῆς σφαγῆς, πρὶν τελειώσει ἡ ἀφαίμαξη. Πάντως, ἡ ἀπαγόρευση νὰ κρεμοῦν τὰ ζῶα ζὲν ἐφαρμόζεται στὴ σφαγὴ τῶν πουλερικῶν καὶ τῶν κουνελιῶν, μὲ τὸν ὅρον ὅμως τὸ κρέμασμα νὰ προηγεῖται ἄμεσα ἀπὸ τὴν ἀναισθητοποίηση.

Ἄρθρο 15.

Οἱ ἐπιχειρήσεις σφαγῆς ἐκτὸς αὐτῶν ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 2 τοῦ ἄρθρου 1 δὲν μποροῦν ν' ἀρχίζουν παρὰ μόνο μετὰ τὸ θάνατο τοῦ ζώου.

Ἄρθρο 16.

1. Οἱ μέθοδοι ἀναισθητοποίησης ποὺ ἐπιτρέπονται ἀπὸ τὰ

Συμβαλλόμενα Μέρη πρέπει νὰ βυθίζουν τὸ ζῶο σὲ μία κατάσταση ἀναισθησίας, ὅπου διατηρεῖται ἕως τὴ σφαγή, ἀπαλλάσσοντας αὐτὸ σὲ κάθε περίπτωση ἀπὸ κάθε ταλαιπωρία ἡ ὁποία μπορεῖ ν' ἀποφευχθεῖ.

2. Ἀπαγορεύεται ἡ χρησιμοποίηση PUNTILLA, σφύρας, καὶ τσεκουριοῦ.

3. Γιὰ τὰ μόνοπλα, τὰ μηρυκαστικὰ καὶ χοίρους, οἱ μόνες μέθοδοι ἀναισθητοποίησης ποὺ ἐπιτρέπονται εἶναι οἱ ἑξῆς :

— Μηχανικὰ μέσα μὲ χρησιμοποίηση ὀργάνου ποὺ ἐπιφέρει χτύπημα ἢ διάτρηση τοῦ ἐγκεφάλου.

— Ἠλεκτρονάρκωση.

— Ἀναισθησία μὲ ἀέριο.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ ἐπιτρέψει ἐξαιρέσεις στὶς διατάξεις τῶν παραγρ. 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, σὲ περίπτωση σφαγῆς ζώου ἀπὸ τὸν παραγωγό, γιὰ τὴν προσωπική του κατανάλωση, στὸν τόπο ὅπου βρίσκεται τὸ ζῶο.

Ἄρθρο 17.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεῖ νὰ παραχωρήσει ἐξαιρέσεις στὶς διατάξεις τὶς σχετικὲς μὲ τὴν προηγούμενη ἀναισθητοποίηση, στὶς ἀκόλουθες περιπτώσεις :

— Σφαγὲς σύμφωνα μὲ θρησκευτικοὺς θεσμούς.

— Σφαγὲς ἔκτακτης ἀνάγκης, ὅταν ἡ ἀναισθητοποίηση δὲν εἶναι δυνατή.

— Σφαγὲς πουλερικῶν καὶ κουνελιῶν σύμφωνα μὲ ἐγκεκριμένες μεθόδους ποὺ ἐπιφέρουν τὸν ἀκαριαῖο θάνατο τῶν ζώων.

— Θανάτωση ζώων κατὰ τὴ λήψη ὑγειονομικῶν μέτρων, ἐὰν τὸ ἀπαιτοῦν εἰδικοὶ λόγοι.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ θὰ χρησιμοποιήσει τὶς ἐξαιρέσεις ποὺ προβλέπονται στὴν παρ. 1 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ θὰ πρέπει σὲ κάθε περίπτωση νὰ φροντίσει ὥστε κατὰ τὶς σφαγὲς ἢ τὶς θανατώσεις αὐτές, νὰ ἀποφεύγεται στὰ ζῶα κάθε πόνος ἢ ταλαιπωρία ποὺ δὲν εἶναι ἀπαραίτητες.

Ἄρθρο 18.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος βεβαιώνεται γιὰ τὴν ἱκανότητα τῶν ἀτόμων ποὺ προβαίνουν ἐπαγγελματικὰ στὴν ἀκινητοποίηση, στὴν ἀναισθητοποίηση καὶ στὴ σφαγὴ τῶν ζώων.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε τὰ ὄργανα, συσκευές, ἢ ἐγκαταστάσεις ποὺ εἶναι ἀπαραίτητα γιὰ τὴν ἀκινητοποίηση τῶν ζώων ἢ τὴν ἀναισθητοποίησή τους νὰ ἀνταποκρίνονται στὶς ἀπαιτήσεις τῆς Σύμβασης.

Ἄρθρο 19.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ποὺ ἐπιτρέπει τὶς σφαγὲς σύμφωνα μὲ θρησκευτικοὺς θεσμούς, πρέπει νὰ βεβαιωθεῖ ὅτι οἱ θύτες σφαγῆς ἔχουν κριθεῖ ἱκανοὶ γιὰ τὸ ἔργο αὐτὸ ἀπὸ τοὺς θρησκευτικοὺς ὀργανισμούς, ἐφόσον δὲν παραχωρεῖ τὸ ἴδιο τὶς ἀπαραίτητες ἄδειες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

Τελικὲς Διατάξεις.

Ἄρθρο 20.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ εἶναι ἀνοικτὴ γιὰ ὑπογραφὴ ἀπὸ τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καθὼς καὶ τὰ Κράτη μέλη τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητας. Ἡ Σύμβαση θὰ ἐπικυρωθεῖ, θὰ γίνει ἀποδεκτὴ ἢ θὰ ἐγκριθεῖ. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης θὰ κατατεθοῦν στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσης τοῦ τέταρτου ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης ἑνὸς Κράτους μέλους τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Ἡ Σύμβαση θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἀπέναντι κάθε μέρους ποὺ ὑπογράφει, τὸ ὁποῖο θὰ τὴν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθεῖ ἢ ἐγκρίνει μετὰ τὴν ἡμερομηνία ποὺ ἀναφέρεται στὴν παρ. 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ, ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἔγκρισης.

Ἄρθρο 21.

1. Μετὰ τὴν ἔναρξη ἰσχύος τῆς Σύμβασης αὐτῆς τὸ Συμβούλιο τῶν Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ μπορεῖ νὰ καλέσει, μὲ τὶς προϋποθέσεις καὶ τοὺς ὅρους ποὺ θὰ κρίνει κατάλληλους, κάθε Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης νὰ προσχωρήσει στὴ Σύμβαση αὐτή.

2. Ἡ προσχώρηση θὰ πραγματοποιηθεῖ μὲ τὴν κατάθεση, στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐγγράφου προσχώρησης ποὺ θὰ ἀρχίσει νὰ ἰσχύει ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία κατάθεσής του.

Ἄρθρο 22.

1. Κάθε Κράτος μπορεῖ, κατὰ τὴν ὑπογραφὴ ἢ κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης νὰ ὑποδείξει τὸ ἢ τὰ ἐδάφη ὅπου θὰ ἐφαρμοστεῖ ἡ Σύμβαση αὐτή.

2. Κάθε Κράτος μπορεῖ, κατὰ τὴν κατάθεση τοῦ ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης, ἢ ὁποιαδήποτε στιγμὴ ἀργότερα, νὰ ἐπεκτείνει τὴν ἐφαρμογὴ τῆς Σύμβασης αὐτῆς μὲ δήλωση ποὺ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, σὲ κάθε ἄλλη ἐδαφικὴ ἔκταση ἡ ὁποία ὑποδεικνύεται στὴ δήλωση καὶ τῆς ὁποίας ἐξασφαλίζει τὶς διεθνεῖς σχέσεις ἢ γιὰ τὴν ὁποία εἶναι ἁρμόδιο νὰ ἀναλαμβάνει ὑποχρεώσεις.

3. Κάθε δήλωση, ποὺ γίνεται μὲ βάση τὴν προηγούμενη παράγραφο, μπορεῖ νὰ ἀνακληθεῖ, ὅσον ἀφορᾶ κάθε ἐδαφικὴ ἔκταση ποὺ ἀναφέρεται στὴ δήλωση αὐτή, μὲ κοινοποίηση ποὺ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Γραμματέα. Ἡ ἀνάκληση θὰ ἰσχύσει ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψης τῆς κοινοποίησης ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματέα.

Ἄρθρο 23.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ μπορεῖ, ὅσο τὸ ἀφορᾶ, νὰ καταγγείλει τὴ Σύμβαση αὐτὴ ἀπευθύνοντας κοινοποίηση στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ καταγγελία τῆς Σύμβασης θὰ ἰσχύσει ἕξι μῆνες μετὰ τὴν ἡμερομηνία λήψης τῆς κοινοποίησης ἀπὸ τὸ Γενικὸ Γραμματέα.

Ἄρθρο 24.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιήσει στὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ σὲ κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου:

α) Κάθε ὑπογραφή.

β) Τὴν κατάθεση κάθε ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἔγκρισης ἢ προσχώρησης.

γ) Κάθε ἡμερομηνία θέσης σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς, σύμφωνα μὲ τὰ ἄρθρα 20 καὶ 21 αὐτῆς.

δ) Κάθε δήλωση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σὲ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγρ. 2 τοῦ ἄρθρου 22.

ε) Κάθε κοινοποίηση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σὲ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 22.

ζ) Κάθε κοινοποίηση ποὺ ἔχει ληφθεῖ σὲ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 23 καὶ τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς καταγγελίας τῆς Σύμβασης.

Σὲ πίστωση τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ὅπως πρέπει ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τὸ σκοπὸ αὐτό, ὑπόγραψαν τὴν Σύμβαση αὐτή.

Ἔγινε στὸ Στρασβοῦργο , τὴν 10 Μαΐου 1979, στὰ Γαλλικὰ καὶ στὰ Ἀγγλικά. Τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ. Ἔγινε σὲ ἕνα ἀντίτυπο ποὺ θὰ κατατεθεῖ στὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματέας τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ διαβιβάσει ἀκριβὲς ἀντίγραφο σὲ κάθε ἕνα ἀπὸ τὰ Μέρη ποὺ ἔχουν ὑπογράψει καὶ προσχωρήσει.

Γιὰ τὴ μετάφραση	Γιὰ τὴν ἀντιγραφὴ Ὁ Προϊστάμενος τοῦ Τμήματος Νομοπαρασκευαστικοῦ
Ι. ΚΑΡΑΒΑΛΑΚΗΣ	Ν. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ

Ἄρθρο δεύτερο.

Μὲ ἀποφάσεις τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας, πού δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὁρίζονται τὰ ἀπαραίτητα συμπληρωματικὰ μέτρα καὶ οἱ λεπτομέρειες γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῶν Συμβάσεων πού κυρώνονται μὲ τὸ νόμο αὐτὸν καθὼς καὶ τῆς Σύμβασης πού κυρώθηκε μὲ τὸ Ν. 586/77 «περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως προστασίας τῶν ζώων κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνοῦς μεταφορᾶς αὐτῶν».

Ἄρθρο τρίτο.

Οἱ ποινὲς τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Ν. 1197/81 «περὶ προστασίας τῶν ζώων» ἐπιβάλλονται καὶ γιὰ παραβάσεις κάθε ἐπιτακτικῆς ἢ ἀπαγορευτικῆς διάταξης τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ τῶν ἀποφάσεων πού ἐκδίδονται σὲ ἐκτέλεσή του.

Ἄρθρο τέταρτο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἔξι μῆνες μετὰ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 25 Μαΐου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 28 Μαΐου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ